

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Sonnenenergie
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Postulat
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ackermann, Marco
Berclaz, Philippe
Bernhard, Laurent
Bieri, Niklaus
Freymond, Nicolas
Mach, André
Porcellana, Diane
Schär, Suzanne
Ziehli, Karel

Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Marco; Berclaz, Philippe; Bernhard, Laurent; Bieri, Niklaus; Freymond, Nicolas; Mach, André; Porcellana, Diane; Schär, Suzanne; Ziehli, Karel 2024.
Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Sonnenenergie, Postulat, 1991 - 2021.
Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Landwirtschaft	1
Landwirtschaft und Umweltschutz	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Energiepolitik	1
Alternativenergien	1
Verkehr und Kommunikation	5
Strassenverkehr	5
Sozialpolitik	5
Bevölkerung und Arbeit	5
Arbeitsmarkt	5
Bildung, Kultur und Medien	5
Bildung und Forschung	5
Forschung	5

Abkürzungsverzeichnis

UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
ASTRA	Bundesamt für Strassen
KEV	Kostendeckende Einspeisevergütung
EVED	Eidgenössisches Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement

CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
OFROU	Office fédéral des routes
RPC	Rétribution à prix coûtant du courant injecté
DFTCE	Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Landwirtschaft

Landwirtschaft und Umweltschutz

POSTULAT
DATUM: 20.12.2019
KAREL ZIEHLI

Le Conseil national a tacitement accepté le postulat Bendahan (ps, VD), demandant au Conseil fédéral d'analyser le **potentiel offert par la combinaison de la production d'énergie solaire avec la production de certaines cultures agricoles**. S'appuyant sur une étude publiée par la revue «Nature Sustainability», il affirme que certaines cultures voient leur efficience – du point de vue de la consommation d'eau, de la captation de CO2 et de la productivité – augmenter considérablement sous des panneaux solaires, sans oublier l'électricité produite simultanément.

Le Conseil fédéral soutient le postulat rappelant que le photovoltaïque est un pilier de la stratégie énergétique 2050.¹

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Energiepolitik

POSTULAT
DATUM: 07.10.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Le Conseil national a approuvé un postulat Wäfler (udf, ZH) demandant au Conseil fédéral d'**augmenter la production nationale** d'énergie électrique pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement à long terme. Le texte charge le gouvernement de créer des conditions-cadre pour permettre la réalisation d'investissements à long terme dans l'énergie hydraulique du pays et dans les installations de production d'énergie utilisant la biomasse, les déchets et d'autres sources comme le vent ou le soleil.²

POSTULAT
DATUM: 08.06.2011
LAURENT BERNHARD

Suite à l'accident nucléaire de Fukushima, le Conseil national a accepté un postulat Leutenegger (plr, ZH) demandant au Conseil fédéral de réexaminer sa stratégie énergétique en établissant le potentiel technique et économique des **alternatives à l'option nucléaire** (énergie hydraulique, centrales de pompage-turbinage, énergie éolienne, énergie solaire, biomasse, géothermie, couplage chaleur-force et efficacité énergétique).³

Alternativenergien

POSTULAT
DATUM: 13.12.1991
ANDRÉ MACH

A la suite des votations du 23 septembre 1990, **plusieurs motions** (Bürgi (pdc, SZ): le bois comme source d'énergie (Mo. 90.964); David (pdc, SG): énergie solaire (Mo. 90.851); Ruf (ds, BE): recherche dans le domaine des énergies renouvelables (Mo. 90.716); Savary (pdc, FR): encouragement à la géothermie (Mo. 90.828) et Wiederkehr (adi, ZH): promotion de l'énergie solaire (Mo. 90.720)) **demandant des efforts accrus dans le domaine des énergies alternatives avaient été déposées**; elles ont toutes été transmises comme postulat.⁴

POSTULAT
DATUM: 06.04.1992
ANDRÉ MACH

La décision du Conseil fédéral de diminuer de 50% à 30% l'aide financière de la Confédération aux projets de promotion des énergies renouvelables a provoqué les protestations des milieux directement concernés. Le conseiller national Ledergerber (ps, ZH) a même déposé un **postulat** (Po. 92.3038) **qui demande au gouvernement de remanier l'ordonnance visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie** qui prévoit une telle réduction.⁵

POSTULAT
DATUM: 19.06.1992
ANDRÉ MACH

Le Conseil national a transmis le postulat Caccia (pdc, TI) (Po. 92.3137) qui **prie le gouvernement de soutenir financièrement**, dans le cadre du programme «Energie 2000», **un concours de l'Association suisse des sciences techniques** qui vise à promouvoir les énergies renouvelables.⁶

POSTULAT
DATUM: 04.10.1993
ANDRÉ MACH

Répondant au postulat Ledergerber (ps, ZH), qui demandait au Conseil fédéral de remanier l'ordonnance visant une utilisation rationnelle et économe de l'énergie, **le chef du DFTCE a annoncé que le Conseil fédéral avait déjà procédé à la modification sollicitée par le député zurichois**. Les aides financières de la Confédération pour des projets de promotion des énergies renouvelables pourra donc s'élever au plus à 50% des coûts du projet contre seulement 30% dans la première version de l'ordonnance; le montant total des aides financières de la Confédération, des cantons et des communes ne pourra dépasser 80% des coûts. Le conseiller fédéral a souligné que cela ne signifiait cependant pas que les moyens financiers de la Confédération pour ce type d'activités seront augmentés. Suite à cette explication, le postulat a été classé par la chambre basse.⁷

POSTULAT
DATUM: 05.03.2009
NICOLAS FREYMOND

La chambre basse a par ailleurs transmis trois postulats de sa CEATE au Conseil fédéral. Le premier charge le gouvernement d'étudier l'opportunité d'**harmoniser les délais prévus dans la procédure de la RPC**. Constatant que les projets d'installations à l'énergie éolienne et de centrales hydrauliques sont exposés aux mêmes obstacles procéduraux (oppositions), la commission a déploré qu'ils soient soumis à des délais différents. En effet, si la procédure d'autorisation se prolonge, les projets éoliens sont rayés de la liste d'attente deux ans après leur annonce, tandis que le délai pour les centrales hydrauliques est de quatre ans. Le deuxième postulat (Po. 08.3760) donne mandat au Conseil fédéral d'examiner l'opportunité d'inclure les installations solaires thermiques dans la liste des énergies renouvelables bénéficiant de la RPC. Enfin, le gouvernement doit déterminer s'il y a lieu de modifier la spécification des coûts supplémentaires de l'énergie photovoltaïque (Po. 08.3761). La CEATE-CN a relevé que, pour les installations sur les toits des bâtiments, ces coûts ne résultent pas de la différence entre le prix du courant à la bourse et le coût de revient, mais de celle entre le prix du courant provenant de la prise électrique et celui de l'électricité provenant directement du toit (i.e. sans passer par le réseau).⁸

POSTULAT
DATUM: 12.06.2009
NICOLAS FREYMOND

Le Conseil national a transmis sans discussion un postulat Parmelin (udc, VD) chargeant le gouvernement de présenter un **rapport complet sur les effets des différents régimes d'encouragement** des énergies renouvelables adoptés par les pays voisins de la Suisse. Il s'agit principalement de s'assurer que les prochaines décisions concernant la modification de la RPC puissent s'appuyer sur la connaissance étendue des conséquences prévisibles associées aux divers dispositifs discutés.⁹

POSTULAT
DATUM: 11.04.2011
LAURENT BERNHARD

Le Conseil national a transmis, sur préavis défavorable du Conseil fédéral, un postulat de sa commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-CN) chargeant le gouvernement d'**examiner des modifications de l'ordonnance sur l'énergie** afin que l'électricité produite par de nouvelles installations bénéficiant de la RPC puisse être rapidement reprise et rétribuée par les gestionnaires de réseaux.¹⁰

POSTULAT
DATUM: 08.06.2011
LAURENT BERNHARD

C'est par 148 voix contre 33 que le Conseil national a transmis un postulat Chopard-Acklin (ps, AG) portant sur le domaine de l'énergie photovoltaïque. Le Conseil fédéral a été notamment prié d'examiner une **meilleure coordination entre la recherche publique et les besoins spécifiques de l'industrie photovoltaïque**.¹¹

POSTULAT
DATUM: 08.06.2011
LAURENT BERNHARD

Le Conseil national s'est prononcé par 103 voix contre 84 en faveur d'un postulat Nussbaumer (ps, BL) demandant au Conseil fédéral **d'adapter le plan d'action des énergies renouvelables** au modèle qui prévaut au sein de l'Union européenne.¹²

POSTULAT
DATUM: 09.06.2011
LAURENT BERNHARD

Lors de la session d'été, le Conseil national a adopté un postulat Pfister (udc, SG) chargeant le Conseil fédéral de se pencher sur la question de savoir si, pour les maisons d'habitation, les **panneaux solaires** sont plus efficaces que les installations photovoltaïques.¹³

POSTULAT
DATUM: 09.06.2011
LAURENT BERNHARD

Par ailleurs, le Conseil national a adopté un postulat Girod (verts, ZH) chargeant le Conseil fédéral d'examiner la promotion du projet **Desertec** et d'autres initiatives visant à exploiter le potentiel d'énergie que représente le rayonnement solaire dans le désert.¹⁴

POSTULAT
DATUM: 03.09.2011
LAURENT BERNHARD

Le Conseil national a en outre répondu favorablement à un postulat du groupe PBD demandant au Conseil fédéral de dresser **un inventaire des projets de centrale destinés à produire de l'électricité provenant d'énergies renouvelables ayant été bloqués** ces vingt dernières années.¹⁵

POSTULAT
DATUM: 30.09.2011
LAURENT BERNHARD

Le Conseil national a transmis un postulat Bourgeois (plr, FR) chargeant le Conseil fédéral d'établir un rapport sur les **incidences fiscales** liées au soutien des énergies renouvelables.¹⁶

POSTULAT
DATUM: 03.03.2014
NIKLAUS BIERI

Ein Postulat Girod (gp, ZH) zum **Potenzial des alpinen Solarstroms** in der winterlichen Stromversorgung fand am 3. März 2014 keine Mehrheit im Nationalrat. Girod forderte eine Studie über das Potenzial von Photovoltaikanlagen im alpinen Raum, insbesondere auf Lawinverbauungen, Dächern und auf Stauseen. Bundesrätin Leuthard wies darauf hin, dass im Zusammenhang mit dem in Ausarbeitung befindlichen Solarkataster auch Gebäude im Alpenraum geprüft würden und beantragte die Ablehnung des Postulats. Der Nationalrat folgte dieser Argumentation mit 92 gegen 76 Stimmen bei zwei Enthaltungen, wobei die Fraktionen von SP, GP und GLP geschlossen dafür und die Fraktionen von SVP und FDP geschlossen dagegen stimmten. Die Fraktionen von CVP und BDP zeigten sich hälftig gespalten.¹⁷

POSTULAT
DATUM: 27.09.2019
MARCO ACKERMANN

Um die derzeitigen **Bürokratiehürden bei der Installation von neuen Solaranlagen** zu verringern, forderte Nationalrat Martin Bäumle (glp, ZH) mittels Postulat einen Bericht, der verschiedene Möglichkeiten aufzeigt, wie die derzeitigen Rahmenbedingungen für Neuinstallationen verbessert und vereinfacht werden könnten. Konkret schlug er die Prüfung einer sogenannten **One-Stop-Shop-Lösung** vor, die das System insoweit vereinfachen würde, als nur noch ein einzelnes digitales Formular ausgefüllt werden müsste, welches die einzelnen föderalen Behörden durchlaufen würde. Das Begehren erfuhr im Nationalrat grossen Zuspruch. Die grosse Kammer nahm das Postulat in der Herbstsession 2019 diskussionslos und stillschweigend an, nachdem auch der Bundesrat schon für dessen Annahme plädiert hatte.¹⁸

POSTULAT
DATUM: 20.12.2019
MARCO ACKERMANN

Stillschweigend und diskussionslos folgte der Nationalrat dem Antrag des Bundesrates und nahm in der Wintersession 2019 ein Postulat des Walliser Nationalrates Mathias Reynard (sp) an, mit dem dieser vom Bundesrat einen Bericht forderte, der **die zukünftige Rolle der Fotovoltaik in der Schweizer Winterstromproduktion** aufzeigt. Die Elektrizitätsproduktion in der Schweiz werde in Zukunft vorwiegend auf der Wasserkraft und der Fotovoltaik basieren, was das Risiko von Stromüberschüssen im Sommer und Stromengpässen im Winter erhöhen werde, so Reynard in seiner Begründung. Der geforderte Bericht solle deshalb die Strommenge aufzeigen, die potenziell mittels Fotovoltaik in den Wintermonaten erzeugt werden könne. Zusätzlich forderte der Postulant die Eruierung möglicher Fördermassnahmen, um diese Produktionsmenge zu erhöhen. Der Bundesrat hatte Reynards Anliegen unterstützt, in seiner Stellungnahme jedoch ergänzt, die potenziellen Anreize auf die Vereinbarkeit mit

internationalen Verpflichtungen des Bundes prüfen zu wollen. Sowohl die Landesregierung als auch der Postulant hofften, anhand des Berichts eine Möglichkeit zur Reduktion des Winter-Importstroms aufzeigen zu können.¹⁹

POSTULAT
DATUM: 25.09.2020
MARCO ACKERMANN

In einer Studie soll der Bundesrat aufzeigen, welches **Sonnenenergiepotential** die sich im Eigentum des Bundes befindenden **Lärmschutzwände entlang von Autobahnen und Bahnlinien** sowie andere Ad-hoc-Strukturen bieten. Ein entsprechendes Postulat Storni (sp, TI), das zuvor auch der Bundesrat befürwortet hatte, überwies der Nationalrat in der Herbstsession 2020 stillschweigend und diskussionslos. Den geforderten Bericht muss der Bundesrat bis Jahresende vorlegen.²⁰

POSTULAT
DATUM: 19.03.2021
MARCO ACKERMANN

Der Bundesrat soll das **Potenzial von Oberflächen von Wasserkraftwerken und Stauseen für die Produktion von Sonnenstrom** auf nationaler Ebene untersuchen, allenfalls nötige gesetzliche Anpassungen eruiieren und in einem Bericht darlegen. Ein entsprechendes vom Bundesrat unterstütztes Postulat Cattaneo (fdp, TI) nahm der Nationalrat in der Frühlingssession 2021 stillschweigend und diskussionslos an. Der Postulant versprach sich vom Bericht eine Möglichkeit, aufzeigen zu können, wie auf bereits vom Menschen bebauten, grossen Flächen erneuerbare Energie produziert werden kann, die den Zielen der Energiestrategie 2050 entspricht und die zur Erreichung des Netto-Null-Zieles bis 2050 dient.²¹

POSTULAT
DATUM: 08.06.2021
MARCO ACKERMANN

Der Nationalrat stimmte in der Sommersession 2021 im Sinne des Bundesrates und nahm ein Postulat Jans (sp, BS), das in der Zwischenzeit von Gabriela Suter (sp, AG) übernommen worden war, mit 125 zu 51 Stimmen bei einer Enthaltung an. Der Bundesrat wurde damit beauftragt, einen Bericht auszuarbeiten, inwiefern die **Nutzung von Fotovoltaikanlagen auf den Gebäuden der Armee** dazu beitragen könnte, das sicherheitspolitische Risiko der Abhängigkeit von ausländischen fossilen Energieträgern zu verringern. Wie Verteidigungsministerin Viola Amherd im Rat erklärte, sei die Fotovoltaik eine «interessante Option», um einerseits die autarke Energieversorgung zu steigern und gleichzeitig auch einen Beitrag zur Förderung der erneuerbaren Energien seitens der Armee zu leisten. Zwar seien derzeit bereits Arbeiten im Gange, um die Produktion und Verwendung von erneuerbaren Energien in der Armee zu fördern, eine umfassende Betrachtung der sicherheitspolitischen, rechtlichen und finanziellen Aspekte sei aber sinnreich, so Amherd. Nicht einverstanden zeigte sich die geschlossene SVP-Fraktion, die gemäss Jean-Luc Addor (svp, VS), der das Postulat zuvor bekämpft hatte, den geforderten Bericht angesichts der laufenden Arbeiten als «unnötig» betrachtete.²²

POSTULAT
DATUM: 01.10.2021
MARCO ACKERMANN

In Erfüllung eines Postulats Storni (sp, TI) präsentierte der Bundesrat im Oktober 2021 einen **Bericht zum Sonnenenergiepotential bei Lärmschutzwänden entlang von Autobahnen und Bahnlinien**. Der Bundesrat unterschied im Bericht zwischen dem technischen, dem technisch-nutzbaren und dem nutzbaren Potenzial bei Lärmschutzwänden, wobei das letztere die kleinste Zahl auswies. Nutzbar wären demnach Flächen zur Erzeugung von rund 101 GWh Strom pro Jahr (55 GWh entlang der Nationalstrassen und 46 GWh entlang von Bahnstrecken). Im Vergleich zum vom Bund berechneten gesamten Potenzial von Fotovoltaikanlagen in der Schweiz (67 TWh) entspräche dies in etwa einem Anteil von 0.15 Prozent. Demgegenüber wies die Studie ein jährliches technisches Potenzial von 438 GWh aus. Wie der Bundesrat erklärte, gebe es verschiedenste Faktoren, die dieses auf den ersten Blick scheinbar grosse, technische Potenzial beeinträchtigen würden: So seien erstens aus Sicherheits- und Betriebsgründen gewisse Flächen nicht für die Errichtung von Modulen geeignet. Es müssten beispielsweise Abstände zwischen Hochspannungsleitungen bei Bahnanlagen und den Sonnenkollektoren eingehalten werden. Zweitens bewirkten die glatten Oberflächen der Sonnenmodule, dass die Lärm absorbierende Funktion der Schutzwände beeinträchtigt würde. Drittens bestimmten die Lokalität und die Beschattung die wirtschaftliche Nutzung der Module. Hinzu komme, dass die Kosten für die Erstellung solcher Anlagen im Vergleich zu jenen auf Dächern aufgrund zusätzlicher Verfahren, notwendiger Studien und zusätzlicher Anschlussinvestitionen prinzipiell höher ausfielen. Die Schätzungen basierten auf einer im Auftrag des ASTRA zwischen November 2020 und März 2021 durchgeführten Studie.²³

Verkehr und Kommunikation

Strassenverkehr

POSTULAT
DATUM: 23.12.2011
SUZANNE SCHÄR

Stillschweigend überwies die Grosse Kammer ein Postulat Darbellay (cvp, VS), das eine Eignungsprüfung der Bahn- und Autobahninfrastruktur zur **Installation von Photovoltaikanlagen** wünscht.²⁴

Sozialpolitik

Bevölkerung und Arbeit

Arbeitsmarkt

POSTULAT
DATUM: 10.09.2020
DIANE PORCELLANA

Nadine Masshardt (ps, BE) souhaitait que le Conseil fédéral élabore un rapport sur **le potentiel de création d'emplois en Suisse découlant de la promotion des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique**. L'analyse devait permettre d'identifier où se situait à long terme, le plus fort potentiel de création d'emploi sur le marché suisse en fonction de la forme d'énergie. Le Conseil fédéral a proposé d'accepter le postulat. Après avoir été combattu par Christian Imark (udc, SO), il a été adopté par le Conseil national par 126 voix contre 52 et 1 abstention.²⁵

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Forschung

POSTULAT
DATUM: 07.06.2011
SUZANNE SCHÄR

Eine Motion Favre (fdp, NE) und ein Postulat Chopard-Acklin (sp, AG) sprachen die Forschungsförderung an. Beide Vorstösse, die 2010 aus SVP-Kreisen bekämpft worden waren, kamen im Berichtsjahr erneut in die Räte. Die Motion Favre verlangte die **Mitfinanzierung der Forschung im Bereich der erneuerbaren Energien** über Entnahmen von fünf bis zehn Prozent aus dem Fonds der kostendeckenden Einspeisevergütung (KEV). Der Bundesrat liess errechnen, dass der angewandten Forschung dadurch jährlich zwischen 17 und 35 Mio. CHF, ab 2013 (höhere Zuschlagslimite pro kW/h) der doppelte Betrag zur Verfügung stehen würde. Mit dem Hinweis, dass eine gangbare Lösung die Zweckbindung der KEV berücksichtigen müsste, beantragte er Annahme der Motion. Diskussionslos nahmen beide Räte diese gegen den beinahe geschlossenen Widerstand der SVP an. Das Postulat Chopard-Acklin (sp, AG) zielte auf eine verbesserte Abstimmung der allgemeinen Forschungsaktivitäten mit den Bedürfnissen der **Fotovoltaik-Industrie**. Der Bundesrat versprach eine Erörterung der mit dem Postulat aufgeworfenen Fragen im Rahmen des Masterplans Cleantech. Während die SVP in der Beurteilung des Vorstosses gespalten war – knapp ein Drittel stimmte dafür – unterstützten ihn die restlichen Parteien praktisch geschlossen.²⁶

1) AB NR, 2019, S. 2431; Barron-Gafford et al. (2019). Agrivoltaics provide mutual benefits across the food-energy-water nexus in drylands

2) BO CN, 2005, p. 1511

3) BO CN, 2011, p. 1016.

4) BO CN, 1991, p. 2487 ss.; BO CN, 1991, p. 2488; BO CN, 1991, p. 2488 s.; BO CN, 1991, p. 2489 s.

5) FF, 1993, I, p. 612 s.; Suisse, 6.4.92.

6) BO CN, 1992, p. 1219 s.

7) BO CN, 1993, p. 1810 s.

8) BO CN, 2009, p. 140 s.

9) BO CN, 2009, p. 1287

10) BO CN, 2011, p. 580 s.

11) BO CN, 2011, p. 1013.

12) BO CN, 2011, p. 1012.

13) BO CN, 2011, p. 1013.

14) BO CN, 2011, p. 1050.

15) BO CN, 2011, p. 1050.

16) BO CN, 2011, p. 1845.

17) AB NR, 2014, S. 27 f.

18) AB NR, 2019, S.1936

19) AB NR, 2019, S. 2429

20) AB NR, 2020, S. 1897

21) AB NR, 2021, S. 661

22) AB NR, 2021, S. 1137 f.

23) Bericht BR vom 1.10.21; NZZ, 28.10.21

24) AB NR, 2011, S. 2266; 24h, 8.10.11.

25) BO CN, 2019, p. 1936; BO CN, 2020, p. 1392

26) AB NR, 2010, S. 1134; AB NR, 2010, S. 1650; AB NR, 2011, S. 1013; AB NR, 2011, S. 1014; AB SR, 2011, S. 1012; Mo. 10.3609